

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 07 Octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OD PLAST**

BERU  
BP 15  
35680 Bais

UD35/2025-395  
Code AIOT : 0005521810

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement OD PLAST implanté BERU BP 15 35680 Bais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation le 8 juillet 2024 afin de vérifier la mise en place des mesures décrites dans l'arrêté préfectoral.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OD PLAST
- BERU BP 15 35680 Bais
- Code AIOT : 0005521810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est spécialisée dans la fabrication de pièces plastiques (PE et PVC). Elle recycle également une partie de ses rebuts de fabrication et également des pièces plastiques issues des déchets de PVC.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets AIR	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article Conception des installations et limitation des rejets	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Mode dégradé	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 1.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Forage du site	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejet eau	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2.1 : Points de rejet	Sans objet
3	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article Relevé des prélèvements eau	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.3	Sans objet
7	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I § 2.3.2	Sans objet
8	Recensement des risques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.1	Sans objet
9	Température du process	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'extension du bâtiment prévu dans le dossier d'autorisation qui a amené à la délivrance de l'arrêté d'autorisation du 8 juillet 2024. Cependant ce dernier n'est pas encore opérationnel et l'exploitant doit déplacer le microniseur à l'intérieur de ce bâtiment avant de réaliser les analyses de bruit.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rejets AIR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article Conception des installations et limitation des rejets

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets Air

**Prescription contrôlée :**

La configuration de point de rejet respectera les paramètres suivants :  
Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.

Installations associées	Numéro d'exutoire	Traitement	Diamètre (m)	Débit (Nm3/h)	Vitesse d'éjection minimale (m/s)	Hauteur du point de rejet (m par rapport au sol)
Broyeur à sec, Sécheur, Microniseur, Sciage	1	Filtre à manche	0,6	13100	8	12,6

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.

Paramètre	Flux d'assujettissement	VLE
Poussière	< 1 kg/h	100 mg/m <sup>3</sup>
	> 1kg/h	40 mg/m <sup>3</sup>

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un résultat de contrôle réalisé par l'APAVE daté du 2 novembre 2023. Selon ce rapport, le rejet de poussière serait de 0 mg/m<sup>3</sup>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de mesure concernant les rejets gazeux de l'entreprise.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

**N° 2 : Rejet eau****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2.1 : Points de rejet**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eau**Prescription contrôlée :**

L'infiltration des eaux pluviales à la parcelle est interdite. La régulation des eaux pluviales des installations est assurée par les bassins de rétention de l'installation, via les débits de rejet suivants :


	Débit maximal de rejet (l/s)	Débit traité par le séparateur (l/s)
Bassin 1	12,39	10
Bassin 2	19,86	20

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un bordereau d'élimination de 3 t de déchets daté de 2024 correspondant aux déchets générés par le nettoyage du débourbeur.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article Relevé des prélèvements eau	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eau	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance a minimas annuels des consommations d'eau de l'installation. Les relevés sont enregistrés et tenus à la disposition de l'Inspection pour une période de 5 ans minimum.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant relève ses compteurs de consommation d'eau au mois de novembre. Entre novembre 2023 et novembre 2024, il a consommé 2 129 m³. Cependant il prévoit une augmentation pour l'année 2025 causé par le remplissage des réserves incendies qui sont en cours de mises en place. L'usine fonctionne en circuit fermé au niveau de la consommation d'eau ce qui explique le niveau faible de la consommation d'eau.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 4 : Mesures périodiques des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits

**Prescription contrôlée :**

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et les jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée :

- six mois au maximum après la notification du présent arrêté pour vérifier l'efficacité des nouvelles turbines
- 18 mois après la notification du présent arrêté pour vérifier l'impact réel du nouveau bâtiment
- puis tous les 3 ans.


À l'occasion de la première mesure du niveau sonore, les points de réalisation des mesures du niveau sonore (limites de propriété et zone à émergence réglementée) sont déterminés en concertation avec l'organisme compétent réalisant les mesures. Les résultats de la première mesure sont transmis à l'Inspection pour validation notamment de la localisation des points de mesure déterminés.

**Constats :**

Deux analyses ont été présentées à l'inspection. La première analyse datée de décembre 2024, qui a été réalisée pendant le fonctionnement du broyeur (pas encore déplacé dans le nouveau bâtiment) Les niveaux de bruits en limite de propriété ne respectent pas les valeurs définies ainsi que les valeurs d'émergence qui sont nettement au-dessus des valeurs admissibles.

La seconde campagne d'analyse a eu lieu en avril pendant une période de fonctionnement sans broyeur. Il reste une valeur d'émergence au-dessus des valeurs limites. Ce dépassement serait dû à l'atelier de recyclage avec le microniseur qui n'était pas encore déplacé dans le nouveau bâtiment. Le nouveau bâtiment qui accueillera le broyeur ainsi que l'atelier de recyclage est prévu d'être finalisé courant octobre et devrait permettre une amélioration sensible des valeurs de bruits.

Une seconde campagne de mesure de bruits sera réalisée en fin d'année. En attendant l'entreprise s'est engagé à ne pas faire fonctionner le broyeur dans les périodes allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et les jours fériés.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
L'exploitant devra transmettre les relevés de la campagne de mesures de bruit. En cas de dépassement des valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant devra transmettre le plan d'action qu'il compte mettre en place afin de corriger la situation.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>	3 Mois



**N° 5 : Dispositions constructives et comportement au feu****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.1**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives**Prescription contrôlée :**

Bâtiment/local	Structure, sol, toiture	Murs et planchers
Bâtiment 3	L'ensemble de la structure est à minima R 15. Il est sans mezzanine Le sol est en béton. La toiture est de classe BROOF (t3). Le ou les isolants sont de classe A2 s1 d0 ;	Le bâtiment est séparé du local de broyage par un mur REI 120. Les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0.
Bâtiment 1	La structure est, a minima, R15. Le sol est en béton, La toiture est de classe BROOF (t3) avec matériaux d0 pour l'éclairage naturel. Le ou les isolants sont de classe A2 s1 d0 ;	Le mur séparatif au Sud avec le bâtiment existant et le mur séparatif avec l'auvent de stockage des matières premières côté Est seront REI 120 Les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0.

Une étude de ruine sera réalisée pour le bâtiment 1 afin d'assurer la sécurité des salariés évacués et des services de secours extérieurs en cas de sinistre.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**


L'inspection a constaté que les bâtiments sont en cours de finition. Concernant le bâtiment 3, le mur est terminé. Le bâtiment 1 est actuellement en cours de finition et devrait être livré pour le mois d'octobre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**


L'exploitant devra transmettre les attestations provenant d'un organisme extérieur permettant d'attester que les bâtiments respectent les dispositions constructives. Il devra réaliser l'étude de ruines pour le bâtiment 1 à l'issue de la construction de ce dernier.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Susceptible de suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 Mois


**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>-[...] de plan(s) des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours et précisant la localisation des moyens ci-dessus.</li><li>- de réserves d'eau incendie d'un volume total minimal de 1200 m<sup>3</sup> réparties sur le site de manière à pouvoir défendre toutes les zones définies à l'article 6.1.1 du présent arrêté.</li></ul>	
<b>Constats :</b>  Les plans du site indiquant les différentes zones de stockages ont été rédigés en concertation avec le SDIS et ils ont été transmis au SDIS et sont disponibles sous feuilles plastifiées à l'accueil du site. Le site dispose actuellement de 720 m <sup>3</sup> de réserve incendie. 2 réserves incendie supplémentaires doivent être installées une fois que le bâtiment n°1 sera mis en service.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	


**N° 7 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I § 2.3.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stocks	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.  Limite de la quantité de matière combustible dans le nouveau bâtiment : La quantité de matières combustibles (incluant les matières entrantes) présente au sein du bâtiment 1 sera de 400 t au maximum.	
<b>Constats :</b>  L'état des stocks est disponible dans le logiciel ERP de l'exploitant. Pour le moment, le bâtiment 1 n'abrite aucune matière combustible.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	


**N° 8 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces différentes zones. Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2661 ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	


**N° 9 : Température du process**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 6.2.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi de la température de l'atelier d'extrusion est réalisé en continu et permet de garantir le maintien des produits en dessous des seuils de dégradation de la matière susceptible d'émettre des composés toxiques.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place des caméras thermiques au niveau de l'atelier extrusion. Les températures de fonctionnement sont relevées par les opérateurs en début de prises de poste. En cas de dysfonctionnement des machines, elles sont automatiquement mises à l'arrêt et une alerte mail a été paramétré afin de prévenir certains responsables.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 10 : Mode dégradé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 1.8	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mode dégradé	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les constats de dysfonctionnement des dispositifs de traitement des rejets ou de sécurité sont consignés dans un registre et font l'objet d'action de correction et de mesures compensatoires durant le délai d'indisponibilité. Ces actions sont formalisées dans une procédure de gestion des modes dégradés du site.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un registre des évènements lié au fonctionnement de l'ICPE. A titre d'exemple l'incident qui a eu lieu au moment des inondations de 2025 a été enregistré sur ce registre. Les actions à réaliser en cas d'inondation sont désormais intégrées dans le POI de l'exploitation. Cependant les procédures présentées par l'exploitant ne concernent que des procédures liées à des situations d'urgence. L'exploitant n'a pas recherché d'éventuels dysfonctionnements (par exemple le non fonctionnement des caméras thermiques de surveillance des lignes d'extrusion) et les moyens à mettre en œuvre pour compenser l'indisponibilité de l'équipement.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>	3 Mois

**N° 11 : Forage du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.4.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le forage identifié BSS000ZPZV à usage agricole qui n'est plus utilisé doit être mis hors service selon les règles en vigueur afin de limiter tout risque d'atteinte aux eaux souterraine		
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté qu'à l'emplacement défini par le site de recensement des forages, il n'y a pas de forage. Selon l'exploitant le forage est situé plus au nord dans une maison et ce forage n° BSS000ZPZV a été mal géolocalisé.  Le BRGM devra être contacté afin de faire modifier la position du forage concerné.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b>		Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b>		Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>		3 Mois